

26 mai 2010
Français
Original: anglais

**Vingtième Réunion des chefs des services
chargés au plan national de la lutte contre le trafic
illicite des drogues, Amérique latine et Caraïbes**
Lima, 4-7 octobre 2010

Ordre du jour provisoire et annotations

1. Élection du Bureau.
2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
3. Principales tendances et mesures de lutte à l'échelle régionale en matière de trafic de drogues.
4. Application des recommandations adoptées à la dix-neuvième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Amérique latine et Caraïbes.
5. Examen de thèmes spécifiques par des groupes de travail:
 - a) Lutte contre le trafic de drogues par voie aérienne;
 - b) Trafic de drogues et corruption;
 - c) Trafic de drogues de synthèse et contrôle des précurseurs.
6. Suite donnée à la Déclaration politique et au Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue.
7. Organisation de la vingt et unième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Amérique latine et Caraïbes.
8. Questions diverses.
9. Adoption du rapport de la vingtième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Amérique latine et Caraïbes.



Annotations

1. Élection du Bureau

Le Bureau est élu conformément à l'article 15 du Règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social. Il est d'usage que les réunions des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Amérique latine et Caraïbes, élisent un président, deux vice-présidents et un rapporteur.

2. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation

À sa trente-huitième session, la Commission des stupéfiants a recommandé de distribuer par écrit, plutôt que de lire en séance, les déclarations générales et les statistiques concernant les tendances nationales du trafic de drogues. En conséquence, les gouvernements sont invités à communiquer à l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC), avant le 9 août 2010, un rapport de deux pages sur les tendances les plus récentes du trafic de drogues dans leur pays. Seuls les rapports reçus avant cette date seront traduits dans les autres langues de travail de la Réunion.

Après l'adoption de l'ordre du jour, la Réunion établira le calendrier de ses travaux. On trouvera en annexe au présent document le calendrier provisoire dont elle sera saisie pour examen.

Documentation

Ordre du jour provisoire et annotations (UNODC/HONLAC/20/1)

3. Principales tendances et mesures de lutte à l'échelle régionale en matière de trafic de drogues

Ce point de l'ordre du jour sera présenté par l'UNODC, qui donnera une vue d'ensemble des tendances actuelles du trafic de drogues.

Les participants sont invités à communiquer à la Réunion des informations sur les mesures prises par leur pays pour renforcer la coopération régionale et sous-régionale dans des domaines tels que les enquêtes communes, la formation en matière de détection et de répression et la mise en commun de renseignements et de données d'expérience concernant les mesures de lutte contre le trafic de drogues.

Les participants sont priés d'informer la Réunion des mesures prises pour lutter contre le trafic de drogues et des problèmes pratiques qui entravent la coopération aux niveaux régional et sous-régional, ainsi que des mesures prises pour y remédier.

Documentation

Note du Secrétariat concernant les statistiques sur les tendances du trafic de drogues dans les Amériques et dans le monde (UNODC/HONLAC/20/2)

Note du Secrétariat sur la situation actuelle de la coopération régionale et sous-régionale (UNODC/HONLAC/20/CRP.1)

4. Application des recommandations adoptées à la dix-neuvième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Amérique latine et Caraïbes

Les participants sont invités à informer la Réunion des mesures prises par leur pays en application des recommandations adoptées à la dix-neuvième Réunion. Pour l'examen de ce point, la Réunion sera saisie d'une note du Secrétariat établie à partir des réponses envoyées par les pays sur les mesures prises à cet égard.

Pour permettre au Secrétariat d'établir un rapport sur l'application des recommandations, les pays sont instamment priés de renvoyer le questionnaire rempli avant le 9 août 2010.

Documentation

Note du Secrétariat sur l'examen de l'application des recommandations adoptées à la dix-neuvième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Amérique latine et Caraïbes (UNODC/HONLAC/20/3).

5. Examen de thèmes spécifiques par des groupes de travail

Des groupes de travail spéciaux seront créés pour examiner les problèmes posés par le trafic de drogues dans la région et pour favoriser des débats informels et des échanges de vues ouverts, l'objectif étant de resserrer la coopération entre les différents services de détection et de répression en matière de drogues. Les groupes seront invités à présenter leurs conclusions et recommandations à la plénière pour qu'elle les approuve et les inclue dans le rapport de la Réunion.

À l'issue de consultations concernant l'évolution de la situation dans la région, les groupes de travail seront invités à examiner respectivement les thèmes suivants:

a) Lutte contre le trafic de drogues par voie aérienne

Les participants seront invités à partager leur expérience et à présenter leurs stratégies en ce qui concerne le contrôle des frontières aériennes. Les discussions devraient porter sur l'évaluation des risques; le profilage et le ciblage des compagnies aériennes et de leurs passagers pour identifier les passeurs ou les personnes intéressantes; les pratiques et les procédures d'inspection des cargaisons aériennes (importations et exportations) et les équipements et les ressources utiles à cet égard; la surveillance et le contrôle de l'espace aérien national; et les mesures prises pour empêcher l'utilisation d'aéronefs privés pour le trafic de drogues. Les participants sont invités à présenter des exemples et des études de cas pour illustrer leurs succès et les problèmes rencontrés, y compris en ce qui concerne la coopération internationale et l'échange d'informations.

b) Trafic de drogues et corruption

Le groupe de travail examinera les problèmes associés aux pratiques de corruption au sein des services de détection et de répression en matière de drogues et les options disponibles pour prévenir de tels comportements, faire qu'ils ne durent pas, les analyser et les sanctionner. Les participants seront invités à parler des mesures prises par leurs services pour résoudre les problèmes d'intégrité et de normes

professionnelles et pour mettre en place un environnement de travail dans lequel un tel comportement soit jugé inacceptable. Les discussions donneront aussi l'occasion de recenser les conditions et les pratiques qui favorisent un environnement dans lequel peuvent apparaître et se maintenir des pratiques de corruption, et d'examiner les possibilités et les avantages de la mise en place d'une supervision indépendante et d'organes d'enquête sur les plaintes. Les participants seront invités à présenter des exemples et des études de cas pour illustrer leurs succès et les problèmes rencontrés.

c) Trafic de drogues de synthèse et contrôle des précurseurs

Le groupe de travail examinera les tendances actuelles dans la région en ce qui concerne la fabrication et le trafic de stimulants de type amphétamine, y compris l'utilisation de produits chimiques précurseurs et autres substances non placées sous contrôle international, et déterminera les domaines dans lesquels les autorités peuvent accroître leur coopération pour les contrer. Comme des contrôles efficaces des précurseurs utilisés pour la fabrication illicite de cocaïne sont déjà bien établis dans l'ensemble de la région, les participants souhaiteront peut-être examiner la question plus vaste du contrôle des précurseurs, les tendances actuelles, les problèmes auxquels ils sont confrontés et les mesures prises pour y faire face.

6. Suite donnée à la Déclaration politique et au Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue

Dans sa résolution 64/182, l'Assemblée générale, se félicitant des résultats du débat de haut niveau de la Commission des stupéfiants à sa cinquante-deuxième session, a adopté la Déclaration politique et le Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue (A/64/92-E/2009/98, sect. II.A.), tels qu'adoptés à l'issue du débat de haut niveau et demandé aux États de prendre les mesures nécessaires pour donner pleinement effet aux dispositions qui y sont énoncées en vue d'en atteindre les buts et objectifs dans les délais prescrits.

Lorsqu'ils ont adopté le Plan d'action, les États Membres ont reconnu que celui-ci faisait partie intégrante de la Déclaration politique également adoptée par eux et qu'il complétait la Déclaration politique adoptée par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire (résolution S-20/2 de l'Assemblée, annexe), le Plan d'action sur la coopération internationale pour l'élimination des cultures de plantes servant à fabriquer des drogues illicites et les activités de substitution (résolution S-20/4 E de l'Assemblée) et le Plan d'action pour la mise en œuvre de la Déclaration sur les principes fondamentaux de la réduction de la demande de drogues (résolution 54/132 de l'Assemblée, annexe).

Les États Membres se sont engagés à appliquer de manière effective la Déclaration politique et le Plan d'action au moyen d'une coopération internationale résolue, en collaboration avec toutes les organisations régionales et internationales compétentes

Toujours dans sa résolution 64/182, l'Assemblée générale a encouragé les chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues et la Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient à continuer de contribuer, dans le cadre de leurs réunions

respectives, au renforcement de la coopération régionale et internationale, et a pris acte à cet égard des débats de la dix-neuvième réunion consacrés à l'amélioration de la coopération entre les États d'Amérique latine et des Caraïbes et les États d'Afrique de l'Ouest dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogues.

Les participants seront invités à examiner les difficultés que les États de la région ont à appliquer la Déclaration politique et le Plan d'action, en particulier sa deuxième partie, sur la réduction de l'offre et les mesures connexes, les effets de ces difficultés sur les suites données et la contribution que la Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Amérique latine et Caraïbes, pourrait apporter à la Commission des stupéfiants à cet égard.

Documentation

Résultats du débat de haut niveau de la cinquante-deuxième session de la Commission des stupéfiants sur les progrès accomplis dans la réalisation des buts et objectifs énoncés dans la Déclaration politique adoptée par l'Assemblée générale à sa vingtième session extraordinaire – Rapport de la Commission des stupéfiants (A/64/92-E/2009/98)

7. Organisation de la vingt et unième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Amérique latine et Caraïbes

Les participants examineront un projet d'ordre du jour provisoire de la vingt et unième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Amérique latine et Caraïbes, indiquant notamment les thèmes à étudier en groupes de travail, ainsi que les lieux où pourraient se tenir les futures réunions. Aux fins de la planification, et de manière à faciliter dans une large mesure la préparation et l'organisation de la vingt et unième Réunion, il serait souhaitable de fixer le lieu de cette dernière ainsi que les thèmes à étudier en groupes de travail lors de la vingtième Réunion. Le Secrétariat communiquera, sur demande, copie de la lettre d'accord type indiquant la contribution de l'ONU, d'une part, et celle du pays d'accueil, d'autre part.

Documentation

Note du Secrétariat sur l'organisation de la vingt et unième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Amérique latine et Caraïbes (UNODC/HONLAC/20/4)

8. Questions diverses

En 2009 et au début de 2010, le Secrétariat a procédé à un examen des réponses des membres des organes subsidiaires de la Commission des stupéfiants à un questionnaire sur le fonctionnement de ces organes. L'analyse de ces réponses a été présentée à la Commission à sa cinquante-troisième session, tenue du 8 au 12 mars 2010, dans un document de séance et sera maintenant portée à l'attention de la Réunion (UNODC/HONLAC/20/5).

Au titre de ce point, la Réunion pourrait aborder d'autres sujets importants, comme les questions urgentes qui ressortent des rapports des pays.

Documentation

Note du Secrétariat sur l'examen du fonctionnement des organes subsidiaires de la Commission des stupéfiants (UNODC/HONLAC/20/5)

9. Adoption du rapport de la vingtième Réunion des chefs des services chargés au plan national de la lutte contre le trafic illicite des drogues, Amérique latine et Caraïbes

Les participants adopteront le rapport sur les travaux de la vingtième Réunion, qui comportera les conclusions et recommandations des groupes de travail, le dernier jour de la Réunion.

Annexe

Calendrier provisoire

<i>Date</i>	<i>Heure</i>	<i>Point</i>	<i>Intitulé ou description</i>
Lundi 4 octobre	8 h 30		Inscriptions
	10 heures		Ouverture de la vingtième Réunion
		1	Élection du Bureau
		2	Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation
		3	Principales tendances et mesures de lutte à l'échelle régionale en matière de trafic de drogues
	15 heures	3	Principales tendances et mesures de lutte à l'échelle régionale en matière de trafic de drogues (<i>suite</i>)
Mardi 5 octobre	10 heures	4	Application des recommandations adoptées à la dix-neuvième Réunion
	15 heures	5	Examen de thèmes spécifiques par des groupes de travail
Mercredi 6 octobre	10 heures	5	Examen de thèmes spécifiques par des groupes de travail (<i>suite</i>)
	15 heures	5	Examen de thèmes spécifiques par des groupes de travail (<i>suite</i>)
Jeudi 7 octobre	10 heures	6	Suite donnée à la Déclaration politique et au Plan d'action
		7	Organisation de la vingt et unième Réunion
	15 heures	8	Questions diverses
		9	Adoption du rapport de la vingtième Réunion